

## LA DÉLÉGATION DE LA CNLTD A DIFFICILEMENT ATTEINT LA PLACE DE LA RÉSISTANCE

## L'opposition rompt l'isolement d'In Salah

**Des milliers de manifestants anti-gaz de schiste ont marché hier, à partir de midi, à In Salah. A 16h, ils étaient aussi nombreux à attendre l'arrivée de la délégation de la CNLTD, devant le siège de la daïra, baptisé place de la Résistance. Pendant ce temps, Soufiane Djilali et d'autres représentants de l'opposition étaient bloqués à 70 km de la ville, au niveau d'un barrage fixe de la Gendarmerie nationale.**

C'est exactement à Inghar, une localité mitoyenne d'In Salah, que la délégation a été empêchée de poursuivre la route. «Le chef de barrage nous a demandé si nous avions une autorisation pour nous rendre à In Salah.

J'ai répondu si j'étais bien en territoire algérien ou non. A ce moment-là, il m'a lancé : "vous représentez un grand danger pour nous", témoigne le chef de la délégation Soufiane Djilali, contacté hier par téléphone.

C'était déjà la troisième fois que les représentants de l'opposition se faisaient arrêter dans des barrages routiers depuis qu'ils avaient quitté Adrar dans la matinée. «Nous avons été arrêtés à la sortie d'Adrar, à Zaouiat Kounta, puis une seconde fois à Aoulef, à la sortie de la même région.

L'opération de contrôle d'identité et de papiers prenait à chaque fois une demi-heure de temps », ajoute le président de Jil Jadid qui affirme que «ce n'est pas une grande surprise pour nous... nous nous y attendions».

Pendant ce temps, des sources locales indiquaient que l'atmosphère était bouillonnante à la place de la Résistance et les

manifestants s'affairaient à constituer un convoi pour aller récupérer la délégation de la CNLTD, toujours bloquée à 70 km de la ville.

«Une centaine de voitures de manifestants à la rescousse de l'opposition»

Contacté une seconde fois, à 17h30, Soufiane Djilali a fait savoir que sa délégation venait d'être libérée, après «l'arrivée, non loin du barrage de la gendarmerie, d'une centaine de voitures de manifestants en provenance d'In Salah».

Selon toujours la même source, le chef de barrage, qui n'arrêtait pas depuis 16h de passer des coups de fil, aurait reçu l'ordre de sa hiérarchie de leur céder le passage. A 18h15, la délégation de la CNLTD fait son entrée dans la ville.

«Nous ne sommes pas très loin de la place de la Résistance. Nous n'arrivons même plus à voir devant nous, tellement le nombre des voitures constituant le cortège s'est multiplié.

Nous roulons en première vitesse, la population est surexcitée et beaucoup de gens nous entourent.

Notre geste est symbolique mais c'est très important pour eux. Nous avons rompu l'isolement d'In Salah dans son combat contre l'exploration du gaz de schiste. Ils sont heureux, ils sont très contents...», témoigne une dernière fois Soufiane Djilali à l'entrée de la place Somoud.



Les manifestants ne décolèrent pas.

Enfin, il est à signaler qu'à Tamanrasset, Ouargla et Adrar, des manifestations en solidarité avec In Salah ont eu lieu dans la journée.

Mehdi Mehenni

## M'SILA

## 47 accusés dans les émeutes de Ghardaïa devant la cour

**Hier, la cour de M'sila a connu la présentation à la séance criminelle de 47 personnes impliquées dans les émeutes vécues lors du mois de novembre 2013 dans la ville de Ghardaïa.**

L'affaire a fait couler beaucoup d'encre relatant les affrontements entre des concitoyens de la même région juste à cause d'une partie de football, selon la déclaration de quelques citoyens venus de Ghardaïa pour assister à ce

procès ouvert à l'occasion de la session criminelle, pour dégénérer et provoquer un saccage très important des biens publics et privés, et des dizaines d'individus blessés.

Après un report de la première séance lors de la précédente session, hier 47 individus ont fait acte de présence devant la justice pour répondre aux différents chefs d'inculpation portant sur les actes déplorables qu'à connus la wilaya de Ghardaïa. A cet effet, 23 personnes de différents âges sont accusées de vol par effraction, d'incendie volontaire et tentative d'in-

cendier des habitations et des magasins et 24 autres individus sont accusés de délit pour attroupement et port d'armes. La première séance de ce procès ouverte hier matin au siège de la cour de M'sila, et qui va durer 3 jours, a connu l'appel des impliqués dans cette affaire en présence de leurs proches et des avocats, avant d'écouter la lecture des différents chefs d'accusation en attendant le réquisitoire du représentant du ministère public et la plaidoirie pour mieux éclaircir les dessous de ces affrontements.

A. Laïdi

## SELON LE PRÉSIDENT DU GROUPE AL-IKTISSAD WAL-AAMAL, RAOUF ABOU ZAKI

## L'Algérie reste une destination phare pour les investisseurs arabes

**Quatre cents opérateurs économiques dont 150 investisseurs de pays arabes sont attendus les 3 et 4 juin 2015 à l'hôtel El Aurassi à Alger à l'occasion de la tenue du 5<sup>e</sup> Forum d'Algérie sur l'investissement arabe, organisé sous l'égide du ministère de l'Industrie et des Mines, en collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et le groupe libanais privé Al-Iktissad Wal-Aamal.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Ce Forum dont la dernière édition a eu lieu en 2008 constituera l'opportunité pour les hommes d'affaires et investisseurs arabes de promouvoir, stimuler l'investissement arabe en Algérie, dans le cadre de partenariats et de discuter des opportunités d'affaires dans des domaines divers tels l'industrie, la pétrochimie, la santé-pharmacie, le tourisme et la grande distribution, des ateliers étant prévus à ce titre. Un investissement arabe, un partenariat dense et des «relations fortes» avec les opérateurs économiques du monde arabe qui constituent une priorité selon le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, lors d'une courte intervention médiatique. Une assertion que le président du groupe Al-Iktissad Wal-Aamal, Raouf Abou Zaki, confortera en assurant que l'Algérie demeure une destination phare, la cible des investisseurs arabes. Il évoquera ainsi l'intérêt croissant mais aussi continu de banques et d'établissements financiers arabes à s'implanter dans notre pays. Un intérêt évident dans d'autres secteurs, considé-

ra le président d'Al-Iktissad Wal-Aamal qui escompte que le futur code régissant l'investissement soit publié avant la tenue de ce 5<sup>e</sup> Forum. Notons, selon le directeur

général de la CACI, Mohamed Chami, et le directeur général de l'investissement au ministère de l'Industrie et des Mines, Amar Agadir, que l'évolution du rythme d'investissements arabes en Algérie a été croissante, tant en termes de nombre de projets qu'en termes de montants.

Ainsi, quelque 171 projets d'investissements arabes dont 98% dans l'industrie ont été enregistrés durant la décade écoulée par l'Agence nationale de développe-

ment de l'investissement (Andi), indique Amar Agadir qui précise qu'une «bonne partie» de ces investissements a été déjà réalisée. Des réalisations réputées notamment dans le domaine de la téléphonie mobile (participations de l'Egypte et du Qatar), de la pharmaceutique (Jordanie), des services bancaires (Liban, pays du Golfe), de la construction (Egypte et Emirats arabes unis) mais aussi dans la sidérurgie avec le lancement du complexe sidérurgique de

Bellara dans le cadre d'un partenariat algéro-qatari, et dans la mécanique (participation des Emirats arabes unis dans le projet de véhicule Sprinter).

Relevons que le groupe Al-Iktissad Wal-Aamal, essentiellement constitué de grands investisseurs arabes actifs dans le monde arabe et étranger, a participé depuis 2000 et par trois fois à l'organisation du Forum d'Algérie sur l'investissement arabe.

C. B.

## DANS LE CADRE DU DIALOGUE INTER-LIBYEN SUPERVISÉ PAR L'ONU

## Réunion, demain à Alger, des chefs des partis et des militants politiques libyens

**Tous les regards seront braqués demain sur Alger à la faveur d'une réunion regroupant les chefs des partis et des militants politiques libyens dans le cadre du dialogue inter-libyen supervisé par la Mission d'appui de l'ONU en Libye (Unsmil).**

**Salah Benreguia - Alger (Le Soir)** - Après la signature à Alger le 1<sup>er</sup> mars dernier d'un accord préliminaire de paix et de réconciliation au Mali, c'est au tour des parties libyennes en conflit de se réunir à Alger. L'objectif global visé est de parvenir à une solution politique consensuelle à la crise libyenne en vue de former un gouvernement d'union nationale qui aura pour mission la gestion de l'étape de transition et de surmonter la crise qui secoue ce pays. Sur son site internet, l'Unsmil a annoncé

qu'une autre réunion se tiendra à Bruxelles et regroupera des représentants de municipalités libyennes dans le cadre du processus du dialogue inter-libyen.

Une troisième réunion qui concernera les chefs de tribus et d'autres responsables de la société civile libyenne est également prévue par l'Unsmil. «Je ne peux m'empêcher de penser à notre pays frère, la Libye, en indiquant que ce que nous venons de faire ici devrait pouvoir être une source d'inspiration pour inventer des

solutions justes et durables à d'autres situations conflictuelles que nous voyons malheureusement se développer et s'aggraver sous nos yeux», avait déclaré le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, à la clôture de la séance de paraphe de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, tenue la semaine dernière.

Dans ce contexte, la Mission a appelé les chefs de groupes armés à un cessez-le-feu et à s'engager dans le processus de dialogue, de «manière constructive». Si la réunion s'inscrivait également dans le cadre des efforts consentis par l'Algérie à la demande des parties libyennes et en coordination avec l'ONU pour aider les frères libyens à parvenir à une solution

pacifique à la crise, le gouvernement libyen a demandé une aide militaire internationale afin de combattre les milices armées, mais réclame également la levée totale de l'embargo. En effet, le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a demandé l'autorisation d'acquérir 150 chars, une vingtaine d'avions de chasse, sept hélicoptères de combat, plusieurs milliers de fusils et des munitions. Utile de rappeler que la Libye, post-Kadhafi est livrée à une série d'attaques revendiquées ou attribuées au groupe de l'organisation autoproclamée Etat islamique (Daesh), qui contrôle des pans entiers de territoire en Syrie et en Irak.

S. B./Agences